



Sommaire

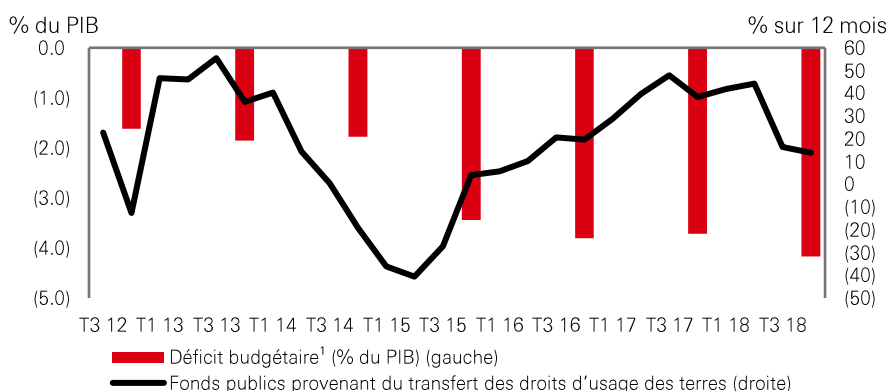
- ◆ Comme l'économie ralentit, Beijing stimulera ses dépenses d'infrastructure au moyen d'obligations des administrations locales et des banques d'investissement publiques, alourdissant les bilans des gouvernements central et locaux.
- ◆ Dans l'ensemble, les conditions de financement se sont nettement améliorées, mais les sources de financement comme les partenariats publics-privés et les ventes de terrains sont moins intéressantes vu l'appétit modéré du marché.
- ◆ Les marchés boursiers et obligataires de la Chine ont tiré parti d'un rebond de l'appétit pour le risque depuis le début de l'année, les mesures de soutien budgétaire et monétaire faisant grimper les prix des actifs.

Sujet de l'heure : L'accroissement du financement des infrastructures renforcera le soutien à l'économie

Le rythme d'expansion en Chine semblant ralentir plus brusquement que prévu depuis la deuxième moitié de l'an dernier, la stimulation budgétaire a été accrue par le biais de baisses d'impôt et du financement de projets d'infrastructure. L'investissement dans les infrastructures, un thème privilégié par les autorités chinoises pendant le repli économique mondial de 2008, a été réintroduit dans le programme politique pour contrer le ralentissement économique et restaurer la confiance.

De nombreux projets d'infrastructure ont été annoncés depuis le troisième trimestre de l'an dernier, dont un projet ferroviaire interurbain de 230 milliards RMB dans la province du Jiangsu. Le secteur ferroviaire est l'un des premiers où les investissements ont connu un redressement, les dépenses réelles pour 2018 ayant dépassé de 1 % la cible annuelle initiale en s'établissant à 803 milliards RMB. L'accélération des approbations de projets et des travaux de construction entrepris à la fin de l'an dernier donne à penser que la cible des investissements dans les transports ferroviaires pour 2019 pourrait être maintenue à environ 800 milliards RMB ou plus. Les données officielles les plus récentes ont aussi laissé entrevoir une augmentation des dépenses d'infrastructure. En décembre, les investissements en infrastructures ont crû de 4,8 % sur 12 mois, portant à 3,8 % la croissance pour l'ensemble de 2018.

Diminution des moyens budgétaires



Remarque :

1. Déficit budgétaire non corrigé en fonction des fonds gérés par le gouvernement, du report utilisé et des fonds excédentaires, et des fonds d'autres provenances.

Source : Bloomberg, CEIC et Gestion globale d'actifs HSBC, février 2019.



Espoirs de nouvelles mesures de relance

La banque centrale a encore à sa disposition des outils monétaires pour stimuler la croissance.

L'approbation par l'État des budgets pour les projets d'infrastructure devrait s'accélérer et le gouvernement fixera sans doute une cible de déficit budgétaire global pour 2019 supérieure à celle de 2018, qui était de 2,6 % du PIB. Cependant, les moyens budgétaires disponibles ont diminué compte tenu du creusement du déficit budgétaire. Selon une estimation du FMI, le déficit budgétaire «accru», qui comprend les instruments de financement des administrations locales (IFAL) et autres activités hors budget, a dépassé 10 % du PIB en 2016-2018 et devrait rester à ce niveau élevé en 2019.

Les autorités ont promis des réductions d'impôt plus importantes en 2019, et compte tenu du recul des activités dans le marché immobilier, les recettes budgétaires provenant des revenus fiscaux et des ventes de terrains devraient diminuer en 2019. Le gouvernement devra probablement avoir recours en large partie à un plus grand financement du déficit hors du budget général (p. ex., émissions d'obligations spéciales des administrations locales, emprunts des IFAL et financement des banques d'investissement publiques) pour combler le déficit. À l'issue d'une importante réunion de planification annuelle en décembre dernier, les grands dirigeants de l'économie ont promis d'accroître les ventes d'obligations spéciales des administrations locales pour financer les infrastructures. Le quota total d'émissions nettes d'obligations spéciales des administrations locales pour 2019 devrait dépasser 2 billions RMB, ce qui représente une hausse d'environ 60 % sur 12 mois par rapport au niveau de 1,35 billion RMB enregistré en 2018. Par mesure de prudence, le Conseil d'État a approuvé un quota d'émissions d'obligations d'administrations locales de 1,39 billion RMB jusqu'à maintenant cette année, afin d'accélérer le processus d'approbation en attendant l'adoption du budget 2019 par le Congrès national du peuple au début de mars.

Les projets en partenariats publics-privés (PPP) sont une autre source de financement des projets d'infrastructure. Malgré l'assouplissement des restrictions applicables aux PPP, des défis subsistent dans l'exécution de ces projets, plus particulièrement en raison de la faible capacité des administrations locales d'effectuer leur propre part du paiement et des difficultés de mobilisation de fonds sur les marchés des capitaux imputables aux profils de risque flous. Le financement d'infrastructures par l'intermédiaire de canaux bancaires parallèles, en particulier de produits de fiducie, reste soumis à une surveillance étroite des organismes de réglementation.

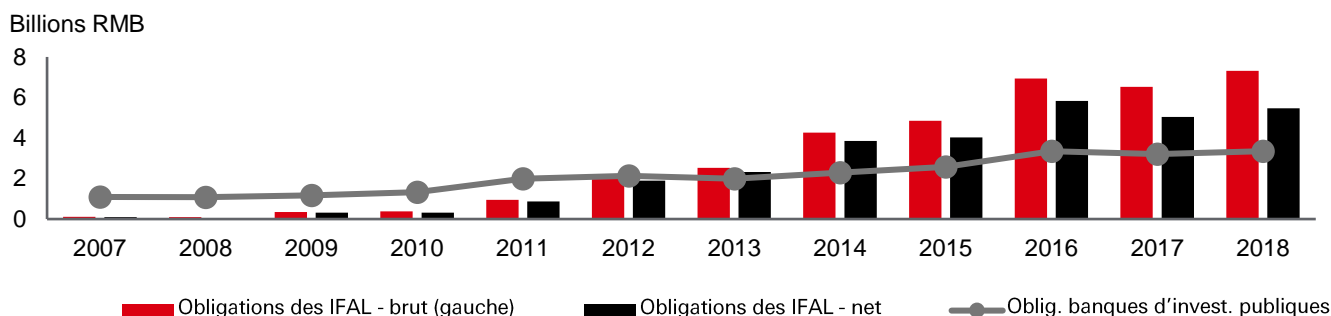
De façon générale, les vannes ont été rouvertes, mais les administrations locales se montrent désormais plus prudentes quant au fait d'accumuler des dettes pour augmenter considérablement leurs dépenses. À notre avis, elles hausseront leurs dépenses de façon sélective, en fonction de leur propre bilan. Compte tenu des inquiétudes qui entourent la viabilité de la dette et les risques pesant sur la stabilité financière, nous croyons que les autorités s'efforceront encore de trouver un équilibre entre un appui à la croissance et un frein à l'endettement excessif. Dans l'ensemble, nous nous attendons à ce que les investissements en infrastructure demeurent un axe important de la politique et un moteur de croissance des investissements. Toutefois, nous ne prévoyons pas un rebond marqué engendrant un revirement économique. Par ailleurs, la politique monétaire devra maintenir une liquidité suffisante pour permettre un accroissement des émissions d'obligations des administrations locales, tout en veillant à ce que l'augmentation du financement public n'évince pas les emprunteurs du secteur privé.

Quelles sont les conséquences pour les marchés ?

Les marchés boursiers et obligataires de la Chine ont tiré parti d'un rebond de l'appétit pour le risque depuis le début de l'année, les mesures de soutien budgétaire et monétaire faisant grimper les prix des actifs, surtout des titres à bêta élevé. Dans l'univers des placements en infrastructures, nous surpêchons les secteurs du transport ferroviaire et des trains à très grande vitesse aux dépens des sociétés de marchandises et de métaux de base, dont les activités sont minées par des réformes structurelles nationales et la faiblesse des prix de marchandises.

Sur le marché obligataire, nous privilégions les obligations à long terme des banques d'investissement publiques, tout en adoptant une approche sélective dans le secteur des IFAL, qui présente une vaste gamme de profils de crédit mesurés d'après le ratio dette locale/PIB.

Les obligations des IFAL et des banques d'investissement publiques ont crû depuis l'an dernier



Source : Bloomberg, CEIC et Gestion globale d'actifs HSBC, janvier 2019.

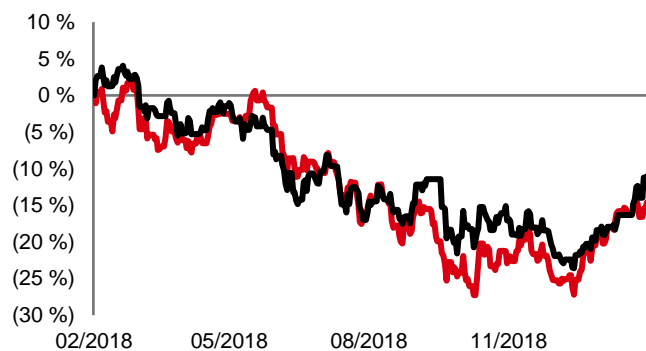
Marché boursier

Les actions des sociétés de consommation cyclique du marché continental ont considérablement progressé, les investisseurs se montrant optimistes à l'égard de la croissance des bénéfices.

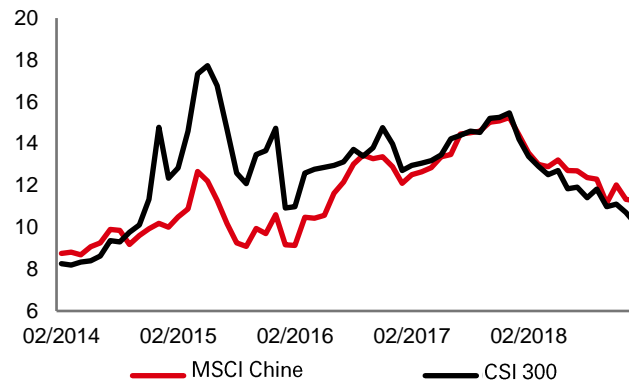
- ◆ Soutenues par les attentes d'un assouplissement de la politique et les signes d'un accord commercial potentiel avec les États-Unis, les actions chinoises ont continué de s'apprécier en février, surpassant leurs homologues des marchés émergents. Au 20 février, l'indice MSCI Chine et l'indice CSI 300 de la Chine continentale avaient progressé de 13,2 % et 14,7 % depuis le début de l'année, comparativement à une hausse de 8,7 % pour l'indice MSCI Marchés émergents.
- ◆ Le rendement supérieur des actions continentales témoigne de l'optimisme des investisseurs nationaux, qui achètent davantage de titres à bêta élevé et d'actions du secteur de la consommation cyclique. Du point de vue des données fondamentales, le redressement des actions de consommation cyclique s'appuie sur la prévision d'une croissance supérieure des bénéfices cette année. Les bénéfices des sociétés du secteur devraient croître de 31 % cette année, ce qui est le taux le plus élevé parmi les 11 secteurs.
- ◆ L'optimisme à l'égard des actions chinoises est motivé par l'approche monétaire accommodante de la Banque populaire de Chine, qui a adopté une série de mesures pour stimuler l'octroi de prêts dans l'économie, y compris la vente d'obligations perpétuelles par des banques commerciales et plusieurs baisses du ratio de réserves obligatoires au cours des 12 derniers mois, ainsi que des prêts spécifiques aux petites entreprises et au secteur privé. Pour citer quelques exemples, le montant des nouveaux prêts a atteint un sommet inédit en janvier et le financement social total a aussi établi un record.
- ◆ Sur le plan des valorisations, les ratios cours/bénéfice prévisionnel des indices MSCI Chine et MSCI Chine des actions de catégorie A sont inférieurs à leurs moyennes sur 10 ans, s'établissant à 11,55 et à 11,05, respectivement. Le ratio cours/valeur comptable de l'indice MSCI Chine est de 1,69 et celui de l'indice MSCI Chine des actions de catégorie A, de 1,55, des résultats inférieurs de 3 % et de 30 %, respectivement, à leurs moyennes sur 10 ans.
- ◆ Essentiellement, le marché table actuellement sur un nouvel assouplissement de la politique de Beijing et sur un aboutissement des négociations commerciales, dont les détails complets pourraient toutefois n'être dévoilés que le 1^{er} mars ou avant cette date.
- ◆ MSCI étudie la possibilité de hausser à nouveau la pondération des actions chinoises de catégorie A dans son univers des marchés émergents en relevant le facteur d'inclusion de 5 % à 20 %. Une confirmation de cette hausse pourrait entraîner des entrées de capitaux d'environ 38 milliards \$ US sur le marché continental.

Les actions chinoises sont devenues plus attrayantes après la récente correction

Rendement cumulé sur 1 an



Ratio cours/bénéfice prévisionnel (x)



Source : Bloomberg et Gestion globale d'actifs HSBC, au 20 février 2019. Le rendement total est indiqué en monnaie locale. Les placements comportent des risques. Les rendements passés ne sont pas nécessairement une indication des rendements futurs.

Les placements comportent des risques. Les rendements passés ne sont pas nécessairement une indication des rendements futurs.

Secteur	Commentaire
Consommation discrétionnaire	◆ Nous sommes sélectifs dans ce secteur. Des politiques comme les réductions des droits de douane et l'assouplissement des règles sur la propriété étrangère ont restreint les perspectives pour l'industrie automobile. Nous sommes plus optimistes à l'égard du segment des appareils ménagers en raison des politiques d'État favorables.
Biens de consommation de base	◆ Nous surpondérons ce secteur, car la tendance à la sophistication liée à la hausse des revenus contribue à l'amélioration du pouvoir d'établissement des prix et à la capacité d'expansion des marges bénéficiaires de certaines grandes entreprises de biens de consommation.
Énergie	◆ Notre position à l'égard de l'énergie est neutre, car les prix du pétrole devraient évoluer dans une fourchette étroite alors que l'offre et la demande mondiales se stabilisent.
Finance	◆ Nous surpondérons les banques chinoises, car la croissance des prêts pourrait s'accélérer à la faveur de politiques monétaires plus souples. Nous sommes sélectifs à l'égard des compagnies d'assurance.
Soins de santé	◆ Nous sous-pondérons ce secteur en raison de changements politiques défavorables, comme l'accroissement des importations de médicaments étrangers, et des valorisations excessives.
Industrie	◆ Nous adoptons une position globale neutre à l'égard de ce secteur, mais voyons d'un bon œil le segment des biens d'équipement, car les politiques d'État favorables laissent entrevoir une hausse des dépenses en biens d'équipement industriels.
Technologies de l'information	◆ Nous sous-pondérons ce secteur, notamment le segment du matériel informatique, en raison de la faiblesse des ventes de téléphones intelligents et de la marge de manœuvre limitée pour la mise à niveau de leurs caractéristiques, et du fait qu'il pourrait souffrir des différends commerciaux entre les États-Unis et la Chine.
Matériaux	◆ Nous sous-pondérons ce secteur, car le ralentissement des investissements en immobilisations laisse entrevoir une faible demande de produits de base.
Immobilier	◆ Notre pondération du secteur immobilier chinois est neutre, car le gouvernement pourrait encore peaufiner sa politique de resserrement pour soutenir le secteur dans un contexte marqué par de fortes turbulences extérieures. Nous avons effectué un placement dans une FPI cotée à la Bourse de Hong Kong en raison de sa nature défensive.
Services de communication	◆ Nous avons une position neutre à l'égard de ce secteur. Nous privilégions les sociétés du segment des tours de télécommunications, qui devrait profiter du développement de la technologie de réseau 5G, mais la concurrence est vive entre les grandes sociétés de télécommunications. Nous voyons aussi d'un bon œil d'importantes entreprises du segment Internet, celui-ci offrant, selon nous, un potentiel de croissance à long terme.
Services aux collectivités	◆ Nous adoptons une position globale neutre à l'égard de ce secteur, mais surpondérons les sociétés qui pourraient profiter de la faiblesse des prix du charbon.

Source : Bloomberg et Gestion globale d'actifs HSBC, février 2019.

À titre d'exemple seulement; ne constitue aucunement une recommandation de placement dans les catégories d'actif, devises ou indices mentionnés ci-dessus. Les opinions exprimées dans ce document peuvent changer en tout temps.

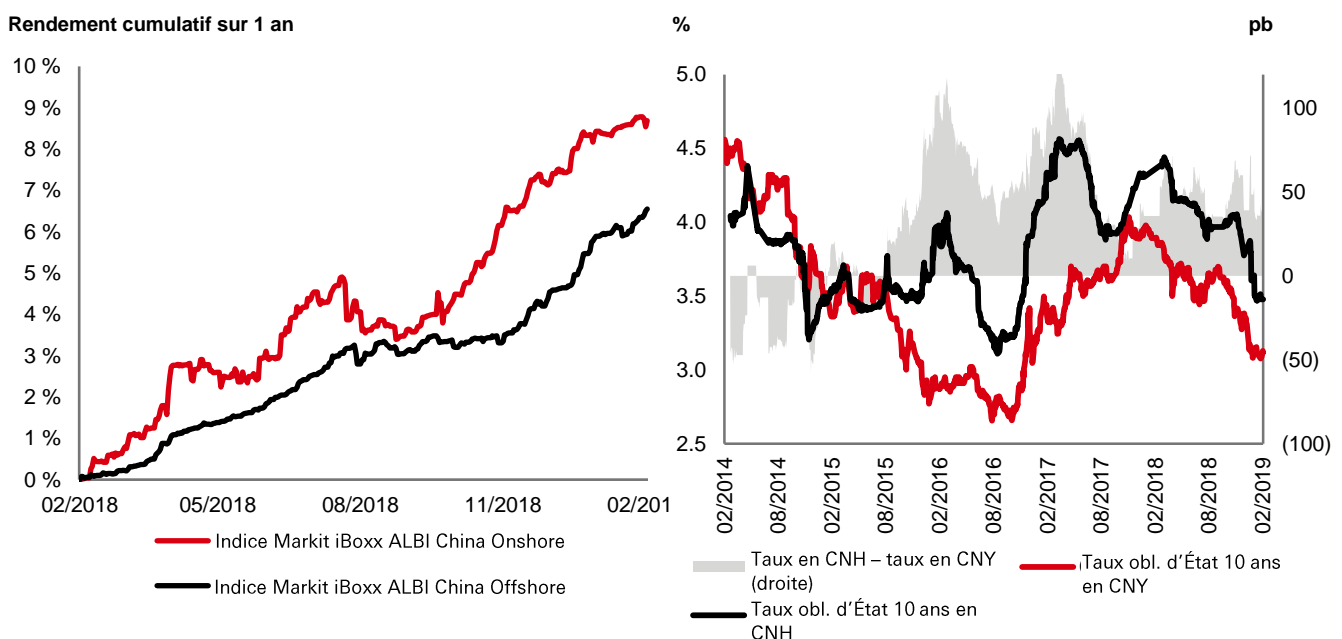
Titres à revenu fixe

L'ajout d'obligations chinoises dans l'indice Bloomberg Barclays pourrait amener des flux de capitaux passifs de 120 milliards \$ US au cours d'une période de 20 mois.

La Banque populaire de Chine a l'intention d'élargir la base d'investisseurs pour les obligations perpétuelles émises par les banques afin de susciter une nouvelle demande et d'abaisser les coûts de financement.

- ◆ Les marchés obligataires continental et extraterritorial ont poursuivi leur reprise depuis le début de l'année, affichant des rendements respectifs de 1,1 % et de 1,8 % en monnaie locale (au 20 février). Partageant le regain d'optimisme sur les marchés boursiers, les marchés obligataires chinois ont aussi été soutenus par la perspective de nouvelles mesures d'assouplissement de la Banque populaire de Chine.
- ◆ Le 14 février, Bloomberg a confirmé l'inclusion d'obligations de la Chine continentale dans son indice et a donné plus de précisions. À l'issue d'une période de 20 mois à compter d'avril 2019, les obligations cotées sur les marchés du continent, qui comprennent les obligations d'État et des banques d'investissement publiques, représenteront 6,06 % de l'indice global des obligations mondiales Bloomberg Barclays. La pondération finale dépasse quelque peu notre estimation précédente et sous-entend des flux de capitaux passifs totalisant 120 milliards \$ US, ou 6 milliards \$ US par mois.
- ◆ Le 19 février, la Banque populaire de Chine a indiqué qu'elle continuera d'appuyer les émissions d'obligations perpétuelles des banques, notamment en examinant des façons d'élargir la base d'investisseurs, afin de stimuler l'octroi de prêts dans l'économie. Cette dernière mesure pourrait susciter une nouvelle demande d'obligations sans date d'échéance et réduire les coûts de financement des émetteurs.
- ◆ La courbe des taux sur le continent a continué de fléchir, car les conditions fondamentales demeurent favorables aux obligations. Le taux des obligations d'État à 10 ans a fortement diminué pour s'établir à 3,077 % le 12 février, son plus bas niveau des 12 derniers mois, avant de remonter légèrement pour se fixer à 3,12 % le 20 février.
- ◆ Étant donné les efforts accrus déployés par l'État pour maintenir une liquidité raisonnable et suffisante, les obligations de sociétés du marché continental se sont bien comportées, le gouvernement s'étant engagé à accroître son soutien financier, notamment pour les petites entreprises privées. Le taux des obligations à 3 ans des sociétés chinoises cotées AA a continué de fléchir pour s'établir à environ 4 % en février, comparativement à 6 % au début de 2018.
- ◆ Quant à la devise chinoise, le renminbi continental s'est apprécié de près de 2,3 % par rapport au dollar américain depuis le début de l'année, alors qu'il avait subi un recul de 5,6 % en 2018. Pour 2019, nous tablons sur une stabilisation ou un léger repli du dollar américain, car les investisseurs pourraient commencer à tenir compte d'une diminution du rythme de relèvement des taux par la Fed et d'un essoufflement de la croissance mondiale.
- ◆ Sur le marché extraterritorial des obligations libellées en dollars, nous pensons que le secteur immobilier offre de meilleurs rendements corrigés du risque en raison de l'orientation expansionniste de la politique monétaire. En revanche, des conditions favorables sur le marché continental pourraient entraver l'offre nette sur le marché extraterritorial.

Les taux obligataires sur les marchés continental et extraterritorial ont diminué au cours des derniers mois



Source : Bloomberg et Markit, données au 20 février 2019. Le rendement total est indiqué en monnaie locale.

À titre d'exemple seulement; ne constitue aucunement une recommandation de placement dans les catégories d'actif, devises ou indices mentionnés ci-dessus. Les opinions exprimées dans ce document peuvent changer en tout temps.

Les placements comportent des risques. Les rendements passés ne sont pas nécessairement une indication des rendements futurs.

Les prévisions, projections et objectifs contenus dans le présent document sont fournis à titre indicatif uniquement et ne sont aucunement garantis. Gestion globale d'actifs HSBC n'assume aucune responsabilité s'ils ne sont pas atteints. À titre d'exemple seulement.

Données

Indicateur	Données en date de	Réel	Consensuel	Précédent	Analyse
Production industrielle (var. sur 12 mois)	Déc.	5,9 %	5,3 %	5,4 %	Les indices des directeurs d'achats laissent entrevoir une faible croissance de la production industrielle à court terme. L'activité économique devrait rester modérée au début de 2019 en raison du ralentissement de la croissance mondiale, du recul des ventes de logements et de terrains et de la persistance de facteurs structurels défavorables (p. ex. niveaux d'endettement élevés). Il est difficile d'interpréter les données macroéconomiques au début de l'année étant donné les données limitées concernant les fêtes du Nouvel An lunaire et les facteurs saisonniers liés à cette période. Cependant, les données sur les échanges commerciaux et la situation du crédit pour janvier ont été plus robustes que prévu, ce qui a renforcé la confiance dans le fait que l'assouplissement de la politique porte des fruits et que la croissance cyclique pourrait commencer à se stabiliser au cours des prochains mois.
Investissements en immobilisations (cumul annuel, var. sur 12 mois)	Déc.	5,9 %	6,0 %	5,9 %	La modeste reprise des investissements dans les infrastructures et le niveau solide des investissements dans le secteur manufacturier ont compensé le recul modéré des investissements dans le secteur immobilier. Les ventes de logements ont remonté et les achats de terrains ont augmenté, tandis que les mises en chantier ont maintenu un rythme soutenu. Cependant, les prix des propriétés ont continué de fléchir. Nous prévoyons un modeste ralentissement des activités immobilières, surtout dans les petites villes où les cibles de rénovation des bidonvilles en 2019 seront probablement réduites. Bien qu'un assouplissement de la politique à l'échelle nationale semble peu probable, de nouveaux ajustements de la politique dans certaines villes sont attendus. Les niveaux modérés des stocks de logements et les politiques de soutien aux logements locatifs sont favorables. La faiblesse des bénéfices des sociétés industrielles et les incertitudes liées au commerce mineront les investissements dans le secteur manufacturier à court terme. Les infrastructures resteront un important moteur des investissements en immobilisations.
Ventes au détail (var. sur 12 mois)	Déc.	8,2 %	8,1 %	8,1 %	Le secteur de l'automobile est demeuré le principal frein, tandis que les ventes au détail hors automobiles ont augmenté. Les mesures adoptées pour stimuler les achats d'automobiles et d'appareils ménagers électroniques devraient avoir une incidence limitée, compte tenu des contraintes budgétaires et de l'endettement élevé des administrations locales. La réduction des taux d'imposition des particuliers devrait améliorer le revenu personnel disponible, bien que l'endettement croissant des ménages et les récents signes d'un ralentissement de la croissance de l'emploi soient préoccupants.
Exportations (\$ US) (var. sur 12 mois)	Janv.	8,2 %	(3,3 %)	(4,4 %)	L'embellie des exportations est probablement en grande partie attribuable aux fêtes du Nouvel An lunaire, les exportateurs ayant devancé les expéditions en prévision du congé. Un certain recul est attendu en février, et nous examinerons les données combinées des deux mois pour avoir une meilleure idée de la tendance sous-jacente.
Importations (\$ US) (var. sur 12 mois)	Janv.	(1,5 %)	(10,2 %)	(7,6 %)	Les expéditions vers les principales destinations hors États-Unis ont augmenté. La contraction des importations sur 12 mois s'est atténuée; les importations, surtout en provenance de pays autres que les États-Unis, ont rebondi par rapport au mois précédent, en données désaisonnalisées. Le président Trump a indiqué qu'il repoussera l'échéance pour l'augmentation des tarifs douaniers sur des importations chinoises d'un montant de 200 milliards \$ US au-delà du 1 ^{er} mars, faisant état de «progrès considérables» dans le cadre des pourparlers commerciaux. Les négociations en cours sur des questions structurelles (propriété intellectuelle, transfert de technologie, accès au marché des services, agriculture, devise et barrières non tarifaires) ont renforcé les attentes quant à la conclusion d'un accord dans un avenir proche. Cependant, on ignore encore si les deux parties pourront parvenir à des ententes sur ces questions structurelles et le mécanisme d'application, conduisant à une abolition de tous les tarifs existants et à un règlement complet du conflit. La politique industrielle de la Chine, incluant les subventions aux entreprises d'État, est un enjeu structurel important, mais ne fait pas partie des négociations actuelles. Les incertitudes entourant l'imposition par les États-Unis de futurs tarifs douaniers et de restrictions (visant les technologies) pourraient persister.
Balance commerciale (\$ US)	Janv.	39,2 G	34,3 G	57,1 G	
Inflation selon l'IPC (sur 12 mois)	Janv.	1,7 %	1,9 %	1,9 %	La décélération de l'inflation selon l'IPC a été menée par les prix des aliments et des carburants, même si le Nouvel An lunaire a été célébré plus tôt cette année. L'inflation selon l'IPC de base (excluant les

Les placements comportent des risques. Les rendements passés ne sont pas nécessairement une indication des rendements futurs.

Les prévisions, projections et objectifs contenus dans le présent document sont fournis à titre indicatif uniquement et ne sont aucunement garantis. Gestion globale d'actifs HSBC n'assume aucune responsabilité s'ils ne sont pas atteints. À titre d'exemple seulement.

Inflation selon l'IPP (sur 12 mois)	Janv.	0,1 %	0,3 %	0,9 %	aliments et l'énergie) a légèrement augmenté. L'inflation selon l'IPP a encore diminué dans les secteurs des mines, des matières premières et de la fabrication, témoignant de la stagnation des prix du pétrole et des produits de base, de la faiblesse de la consommation et des investissements, d'un effet de base important dans les secteurs en amont, et d'un assouplissement des contraintes du côté de l'offre. Dans l'ensemble, l'inflation sans les aliments devrait rester modeste en raison d'une croissance anémique de la demande. L'inflation selon l'IPP pourrait descendre en territoire négatif au cours des prochains mois et présenter un risque économique en exerçant des pressions à la baisse sur la croissance du PIB nominal et la progression des ventes et des bénéfices des sociétés, tout en faisant grimper les taux d'intérêt réels et en gardant les coûts du service de la dette à un niveau élevé.
Financement social total (RMB)	Janv.	4 640 G	3 307 G	1 590 G	Les données montrent que les efforts d'assouplissement de la politique ont commencé à porter fruit, malgré certains effets saisonniers liés aux fêtes du Nouvel An lunaire. La croissance de l'encours du financement social total s'est accélérée pour atteindre 10,4 % sur 12 mois par rapport à 9,8 % en décembre, après une longue période de ralentissement qui a débuté en août 2017 dans un contexte de désendettement. La remontée du financement social total est attribuable aux prêts bancaires, au financement par obligations (de sociétés et d'administrations locales) et aux acceptations bancaires. Le crédit hors bilan a crû après avoir subi dix baisses mensuelles consécutives. L'assouplissement monétaire visera sans doute encore à améliorer le mécanisme de transmission de la politique afin que des liquidités abondantes soient dirigées vers l'économie réelle par le biais d'une augmentation des prêts (bancaires) et du financement sur les marchés des capitaux. En outre, la politique aura de plus en plus comme objectif de permettre aux institutions financières de répercuter la baisse des coûts du financement interbancaire aux emprunteurs. Cependant, les avantages économiques à court terme d'une accélération de la croissance du crédit sont obtenus au prix d'une hausse des risques qui pèsent sur la stabilité financière à moyen terme du fait d'un endettement accru au sein de l'économie.
Nouveaux prêts en yuans (RMB)	Janv.	3 230 G	3 000 G	1 080 G	

- Indique que les données se sont améliorées sur un mois/sur un trimestre/sur 12 mois
- Indique que les données se sont détériorées sur un mois/sur un trimestre/sur 12 mois
- Indique que les données sont demeurées inchangées sur un mois/sur un trimestre/sur 12 mois

Source : Bloomberg et Gestion globale d'actifs HSBC, février 2019.

Les placements comportent des risques. Les rendements passés ne sont pas nécessairement une indication des rendements futurs.

Les prévisions, projections et objectifs contenus dans le présent document sont fournis à titre indicatif uniquement et ne sont aucunement garantis. Gestion globale d'actifs HSBC n'assume aucune responsabilité s'ils ne sont pas atteints. À titre d'exemple seulement.

Renseignements importants

Le présent document a été préparé par HSBC Global Asset Management Limited (AMG) et est distribué par Fonds d'investissement HSBC (Canada) Inc. (FIHC), Services de gestion privée de patrimoine HSBC (Canada) Inc. (SGPP) et InvestDirect HSBC, une division de Valeurs mobilières HSBC (Canada) Inc. («nous» signifie AMG, FIHC, SGPP et InvestDirect HSBC, collectivement).

Le contenu de ce document ne peut être reproduit ni distribué de quelque façon que ce soit, en totalité ou en partie, à quelque fin que ce soit, ou de toute autre façon, sans l'autorisation écrite préalable d'AMG. La reproduction ou l'utilisation non autorisée de ce document pourrait donner lieu à des poursuites judiciaires.

Les renseignements contenus dans ce document sont fournis à titre d'information seulement et ils ne constituent en aucune façon un conseil de placement ou une recommandation pour l'achat ou la vente de titres. Certains des énoncés contenus dans ce document sont des énoncés prospectifs, c'est-à-dire des énoncés portant sur des attentes ou des prévisions quant à des rendements ou à des événements futurs. Ces énoncés ne constituent en rien une garantie quant à l'évolution des rendements et de la situation et ils sont sujets à des risques et à de l'incertitude. Les résultats réels pourraient différer considérablement des énoncés prospectifs en raison de nombreux facteurs. Nous ne nous engageons aucunement à mettre à jour les énoncés prospectifs contenus dans les présentes ou, le cas échéant, les raisons pour lesquelles les résultats réels diffèrent des attentes et prévisions contenues dans ces énoncés. Ce document n'a aucune valeur contractuelle et il ne saurait constituer une offre ou une sollicitation pour l'achat ou la vente d'un quelconque instrument financier dans tout pays ou territoire où une telle offre ou sollicitation n'est pas permise par la loi. Les opinions exprimées dans ce document représentent le point de vue d'AMG au moment où ce document a été préparé et elles peuvent changer en tout temps. Les opinions n'indiquent pas nécessairement la composition actuelle du portefeuille. Les portefeuilles gérés par AMG ou Gestion globale d'actifs HSBC (Canada) Limitée (GGAC) reflètent avant tout les objectifs du client, son profil de risque, son horizon de placement et ses besoins de liquidités.

La valeur des placements ainsi que le revenu qui en est tiré peuvent augmenter ou baisser, et les investisseurs pourraient ne pas recouvrer le montant investi initialement. Les rendements passés dont il est question dans ce document ne constituent pas une indication fiable des rendements futurs, et les prévisions, projections et simulations qui peuvent être fournies dans ce document ne sont pas non plus indicatives des résultats futurs. Si vous détenez des placements étrangers, le taux de change peut faire fluctuer leur valeur et ainsi affecter leur rendement. Les placements dans des marchés émergents sont, par nature, généralement plus risqués et volatils que les placements dans des marchés développés. Les économies émergentes sont généralement très dépendantes du commerce international et, en conséquence, elles sont très vulnérables, et pourraient continuer à l'être, aux barrières commerciales, aux contrôles des changes et aux interventions sur les marchés des devises ainsi qu'à toutes autres mesures protectionnistes imposées ou négociées par les pays avec lesquels elles ont des échanges commerciaux. Elles sont également vulnérables, et elles pourraient continuer à l'être, à la conjoncture économique dans les pays avec lesquels elles ont des échanges commerciaux.

Nous n'acceptons aucune responsabilité quant à l'exactitude ou à l'exhaustivité de renseignements de tiers obtenus de sources que nous croyons fiables, mais qui n'ont fait l'objet d'aucune vérification indépendante.

Ce document a été préparé à titre indicatif seulement et n'a pas pour objet de fournir de conseils comptables, juridiques ou fiscaux et ne doit donc pas être interprété comme tel. Nous vous recommandons de consulter un professionnel compétent au besoin.

Renseignements importants concernant Gestion globale d'actifs HSBC (Canada) Limitée (GGAC)

Gestion globale d'actifs HSBC désigne un groupe de sociétés offrant des services de conseil en placement et de gestion de fonds. Ce groupe est la propriété ultime de la société HSBC Holdings plc. Gestion globale d'actifs HSBC (Canada) Limitée est une filiale de la Banque HSBC Canada et elle offre ses services dans toutes les provinces canadiennes à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard.

Renseignements importants concernant Fonds d'investissement HSBC (Canada) Inc. (FIHC)

FIHC est une filiale de GGAC et une filiale en propriété indirecte de la Banque HSBC Canada et agit à titre de distributeur principal des Fonds communs de placement de la HSBC et des Fonds en gestion commune HSBC. FIHC offre ses produits et services dans toutes les provinces à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard. Les placements dans les fonds communs de placement comportent des risques. Veuillez lire l'Aperçu du Fonds avant d'investir.

Renseignements importants concernant Services de gestion privée de patrimoine HSBC (Canada) Inc. (SGPP)

SGPP est une filiale directe de la Banque HSBC Canada et offre ses services dans toutes les provinces canadiennes à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard. Les services de gestion privée sont un service de gestion discrétionnaire de portefeuille offert par SGPP. En vertu de ce service discrétionnaire, les actifs des clients participants seront investis par SGPP ou son gestionnaire de portefeuille délégué, dans des titres qui peuvent comprendre, mais sans s'y limiter, des actions, des obligations de même que des parts de fonds en gestion commune et des parts de fonds communs de placement ainsi que des instruments dérivés. La valeur d'un placement faisant partie des services de gestion privée ou acquis dans le cadre de ces services fluctue fréquemment et les rendements passés ne sont pas nécessairement une indication des rendements futurs.

Renseignements importants concernant InvestDirect HSBC (HIDC)

InvestDirect HSBC est une division de Valeurs mobilières HSBC (Canada) Inc., une filiale directe, mais une entité distincte, de la Banque HSBC Canada. InvestDirect HSBC est un service d'exécution d'ordres seulement. InvestDirect HSBC n'évalue pas la convenance des placements détenus dans les comptes des clients ou des ordres soumis par les clients ou toute personne autorisée à effectuer des opérations au nom du client. Les clients assument l'entière responsabilité de leurs décisions de placement et de leurs opérations sur des valeurs mobilières.

Copyright © Gestion globale d'actifs HSBC (Canada) Limitée, 2018. Tous droits réservés.

DK1900058A, HD190307, P1903010, H201903004 – E190430